

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 1 an
Seine, 5 fr. 10 fr. 18 fr.
France, 6 fr. 12 fr. 22 fr.
Etranger, 8 fr. 16 fr. 30 fr.
TELEPHONE
Administration, 01.67.01.70-01.75
Redaction, 01.70.01.70-01.75
Steph PICHON
Directeur Politique

5 heures du matin
Le Petit Journal
5 heures du matin
MARDI 26 JUIN
Le Numéro 5 Centimes
SAINT DAVID
50 Ans - 1917 - N° 19.903
Clare Lafayette, Paris 1909

COMMENT CONSTANTIN SE SOUMIT ...

Les télégrammes de notre envoyé spécial, M. Albert Londres, nous ont résumé les incidents qui ont marqué le départ d'Athènes du roi Constantin. Mais l'histoire de ce roi qui tombe vaut d'être connue dans les détails. Notre collaborateur, qui l'a vue et vécue, nous en adresse le récit plein de couleur dans les pages qu'on va lire.

Athènes, Juin.
Depuis six mois l'honneur de la France se traîne dans la poussière de Grèce ; il vient de se relever.

Athènes étouffait sous le malaise ; la ville sentait qu'elle touchait à une fin. Le pays étranglé par la haine et la famine ne pouvait plus respirer. Le pendu, arriva à son dernier souffle de vie.



LE PRINCE NICOLAS DE GRÈCE
frère de l'ex-roi Constantin
dont les puissances protectrices viennent de demander l'éloignement

de ses propres mains, pour avoir de l'air, commençait à se déchirer la gorge. Il devait être déposé ou mourir. M. Jonnart arriva et le dépendit.

Le dimanche 3 juin, Constantin, en grand plumet, sortit dans la ville. C'était sa fête ; on lui chantait un Te Deum à la métropole ; il allait l'entendre. Il était en dauphin, la reine Sophie à ses côtés. Il souriait, il souriait, mais ce salut et ce sourire étaient tels que Constantin semblait être une figure immobile sur laquelle un mécanisme faisait passer de temps en temps un mouvement et un rictus. Il était, avant de partir, maquillé d'amabilité.

Le peuple ne s'y trompa pas.
— C'est sa dernière fête, dit à mes côtés un tondeur de chiens.

Ce tondeur de chiens ne palissait pas les nuits sur la politique, il comprenait cependant ce que d'autres personnes — il ne s'agit pas de M. Guillemin — dont c'était le métier, n'arrivaient pas à entendre.

« Zonnart ! »

Le 4 juin, rien ; quelques hoquets de la pendu pendu. Le 5, un nom éclata dans la ville : Jonnart ! plutôt Zonnart avec un Z. Il n'était pas dans les journaux mais sur toutes les langues — avec un Z. On n'entendait plus que Zonnart, Zonnart. Le 6, la presse boche, en grande manchette imprimait : « Zonnart vient mettre les traites à la raison ». Les traites, c'étaient nos amis. Il est vrai qu'en Grèce nous en avions vu d'autres.

On était Jonnart ? On ne parlait que de lui, on ne le voyait jamais. Ce fut le commencement du trouble pour les Grecs. Un homme qui est tout puissant et invisible comme Dieu ne pouvait être qu'un diable.

M. Jonnart était sur un bateau, à Kerasini. Il y recevait les ministres de l'Entente puis nos attachés militaires. « Où est Jonnart ? » ou est Jonnart se demanda, le 7, tout Athènes. M. Jonnart était devenu le nombril de la ville. On ne pouvait plus s'en passer. Mais il avait gagné Salonique.

Athènes l'apparut et pâlit. « Si Jonnart est à Salonique, ce n'est pas un ami » se dit-elle. Athènes l'avait déjà vu embrassant le roi et Zaimis, dînant chez l'un, dansant chez l'autre et roulant par les rues.

Et c'était chez Sarraïl et chez Venizelos qu'il allait ! Jonnart du coup fut dévoré. Les Athéniennes ne l'eurent plus comme chéri, car ces dames sont royalistes : c'est chic.

Passons le 8, et arrivons au 9. Le 9, un coup terrible frappa Athènes en plein dans le cœur. Ce ne fut pas la prise de Janina par les Italiens, peuh ! Ce fut une dépêche annonçant que M. Jonnart, publiquement et en grande pompe, avait pris un de ses repas avec Sarraïl, Venizelos et un tas d'autres lépreux horribles.

Athènes était subtile. Elle comprit que M. Jonnart avait choisi sa table.
Le soir même, le ministre de France partit et l'événement se précipita. M. Jonnart, la nuit, revint à Kerasini, il y apportait le cercueil à poignées d'or de Constantin.

L'heure finale

Donc nous sommes au dimanche 10. Athènes se réveille et son souffle est suspendu. Ses journaux ne lui disent rien de précis, mais elle renifle. Elle n'entend pas encore résonner la marche funèbre, mais elle voit qu'on en prépare les partitions.

C'est l'heure finale. Les amis du roi vont se lancer dans une suprême tentative de sauvetage. Ces amis qui ne sont pas tous des Grecs ni des Allemands ne se connaissent pas. Ils vont, de nuit, à Kerasini réveiller M. Jonnart. Ils lui disent : « Vous allez faire couler des

ruisseaux de sang, dans les rues d'Athènes ». Ces messieurs ont des idées personnelles.

D'innombrables escamotages ont tant de fois sauvé le roi que ces manœuvres travaillaient. Des cuirassés, des troupes sont là, nous le savons, nous le voyons. Mais nous les avions déjà vus en juin 1916 et en août, deux mois plus tard.

Le gouvernement occulte se démeine. Dousmanis et Gounaris échangent des serments de fidélité, de résistance et de Saint-Barthélemy. Dousmanis et Gounaris, dans leur fièvre de partisans, croient que le Grec va se dresser pour défendre son roi. Ils pensent au 1^{er} décembre où nos marins furent assassinés. Ils vivent sur les tombes de nos marins.

Toute la bande de Boches s'excite. Livieratos, général civil des épistates, énergumène à ressort, déclare qu'il va se substituer au roi, à l'armée et à la nation. Il lance la mobilisation de ses réserves. Il leur donne rendez-vous pour le soir, à minuit, place de la Concorde, — car Athènes a une place de la Concorde — ; il compte qu'ils viendront cinq mille.

Pour l'instant il n'est que midi. Attendez douze heures.

Ne perdez pas le fil, nous sommes toujours au dimanche 10, la veille de la renonciation du roi. Les officiers, à la terrasse des pâtisseries, se font menaçants. Ces gens-là, parce qu'ils ont assassiné quarante-trois petits marins, se croient les héros de la grande guerre. Athènes est petite. Chacun sait quel est celui qui passe ; ils disent sur nos pas et dans un clair français : « Ce ne sera pas plus difficile que la dernière fois. » Et ils se remettent à sucer leur glace sans doute pour se refroidir la gorge.

Comment savent-ils que l'on va détrôner leur roi ? Leur a-t-on dit ? Non. Ils le savent.

La ville sait par les domestiques de la cour qu'un palais on ficelle les malles. Comment l'opération se passera-t-elle ? Jonnart descendra-t-il à terre ? Ah ! Jonnart ! les Athéniens n'ont que vous dans la bouche, ils s'empifrent réellement de votre nom. Il est trois heures de l'après-midi. Il faut que les Athéniens soient hors d'eux-mêmes, pour ne pas être encore au lit !

Mais il est quatre heures. M. Jonnart a fait appeler Zaimis. M. Jonnart est toujours sur son bateau. Les officiers seulement savent cela, pas la foule. Les officiers retiennent leur pouls ; il sauterait.

Zaimis, sa communication reçue, est allé la porter au roi. Dousmanis, aussi furieux qu'un taureau lardé, court en auto vers le palais. De tous ses yeux il avale la route qu'il trouve trop longue.

Coup de vent et coup de barre

Huit heures. Subitement une dépression s'abat sur les Français renseignés : l'affaire est dans l'eau. On dit, pendant quelques heures de cette nuit de dimanche à lundi, notre justice fut encore sur le point de s'évanouir : nous allions nous en retourner à Salonique. Que la France sache ce qu'elle doit à M. Jonnart, au général Sarraïl et aux généraux Caubonne, Mas et Braquet. Dans le milieu de la nuit, le rétablissement était accompli.

Ce coup de vent et ce coup de barre se passaient sur mer. Et c'est à minuit que les épistates de Livieratos devaient épistater. Ils épistatèrent, mais à cinq cents seulement au lieu de cinq mille. Ils étaient serrés comme des froussards. Nous avons traversé leur masse, en voiture. Ils ne se plainquirent même pas d'être dérangés. A un moment, Livieratos leva pourtant son revolver et fit friser quelque chose dessus — mais il n'y avait pas de balles dedans.

Athènes ne dormit pas et le roi fuma, et neuf heures du matin trouvèrent Zaimis chez M. Jonnart.

M. Jonnart lui disait : « Le roi doit abdiquer aujourd'hui 11 juin et être parti le 12 à midi.

La manie était chaude. Les officiers en tenue de campagne, le revolver visible, passaient par groupes résolus. Une réunion les appelait. Dousmanis, empoisonné, tournait en auto dans toutes les rues de la ville. Les ministres de l'Entente, encore ici, tournaient de même. Les dames — et ce fut bien ma grande peine — sur le passage d'un « sale Français » maniaient leur ombrelle comme un bâton. Mais, vision décisive : les anciens présidents du Conseil se rendaient au palais.

Midi. Le dernier conseil de la Couronne se tient. Zaimis rapporte la volonté de M. Jonnart. Gounaris est pour la résistance. Les autres, apercevant l'ombre de Sarraïl au nord, au sud et en face, douloureusement se taisent et s'appongent. Constantin se soumet. Alors il fait appeler sa famille : « Il faut partir » dit-il simplement.

La plus petite des princesses qui perdait son poney éclata en sanglots.
France, de cette aventure, ne regrette que les larmes de la petite princesse.

(A suivre.)

Albert LONDRES.

Le prince Nicolas expulsé de Grèce

Athènes, 25 Juin. — Le prince Nicolas, frère de l'ex-roi Constantin, a été informé que les puissances protectrices et le gouvernement hellénique se trouvent dans la nécessité d'exiger son éloignement. Il a manifesté l'intention de quitter la Grèce sans retard.

LE COMLOT BOCHE EN NORVÈGE
DES BOMBES
dans la valise diplomatique allemande

(Du correspondant du Petit Journal)

Christiania, 25 Juin. — On sait que c'est dans la valise diplomatique allemande qu'une partie des bombes et explosifs dont devaient se servir les emissaires de Berlin a été découverte. Il est évident qu'avant de faire procéder par ses agents à la visite de la valise, le gouvernement norvégien savait qu'elle contenait de la contrebande criminelle, sans cela il ne serait point résolu à porter ainsi atteinte à l'immunité diplomatique.

Bien que le résultat de la visite ait prouvé jusqu'à l'évidence l'abus criminel que l'Allemagne faisait de la valise, le gouvernement de Berlin n'en a pas moins profité de l'incident pour protester contre la violation de l'immunité diplomatique. Et voici les arguments qu'il a l'audace de mettre en avant : « Qu'il y ait, dit-il, ou qu'il n'y ait pas d'explosifs dans la valise, cela ne regarde personne. Vous n'avez pas le droit de l'ouvrir ! »

Le gouvernement norvégien, soutenu par la grande majorité de l'opinion publique ne s'est pas incliné devant ces arguments de criminel pris en flagrant délit. La-dessus, le docteur Michahelles, ministre d'Allemagne, est parti précipitamment en claquant les portes. Il a fermé sa légation et a déclaré son bail. Il est parti comme s'il considérait toute négociation comme désormais impossible. Chose curieuse, ce diplomate avait été souvent attaqué par la presse allemande qui lui reprochait de montrer trop de condescendance vis-à-vis de la Norvège.

En attendant que le nouveau ministre ait rejoint son poste, c'est un chargé d'affaires qui gère la légation.

Le ministre boche a résilié le bail de la légation

(Du correspondant du Petit Journal)

Christiania, 25 Juin. — On dit que le ministre d'Allemagne vient de résilier le bail de la légation.

Cette nouvelle cause une émotion compréhensible.

La Bourse du coton de Liverpool rouvrira vendredi prochain

Londres, 25 Juin. — Les administrateurs de l'Association cotonnière de Liverpool ont déclaré aujourd'hui qu'à moins d'imprévu, ils espèrent rouvrir la Bourse vendredi prochain.

Deux fils de Roosevelt partis pour la France

Washington, 25 Juin. — Les deux fils de l'ancien président de la République, le major Théodore et le capitaine Archie, ont quitté les Etats-Unis pour aller rejoindre le quartier général du général Pershing en France.

Que cherchent les Allemands sur notre front ?

Les Allemands continuent leurs attaques locales, toujours sans plus de succès. J'entends dire : Mais, que cherchent-ils donc ? Ils font effort tantôt sur un point, tantôt sur un autre, plus ou moins loin du premier ; puis ils reviennent à ce premier point... Cela paraît bien décousu. Est-ce pour nous tâter un peu partout ? Il faut bien comprendre que les attaques dirigées contre le chemin des Dames, par exemple, ne sont pas du tout exécutées par les mêmes troupes que sur le front de Moronvilliers, ou ailleurs. Tous les secteurs, comme aussi de notre côté, ont leurs armées spéciales, qui opèrent pour leur compte, suivant des instructions générales, avec une part suffisante d'initiative. Le commandement en chef donne ses ordres d'ensemble à cet égard, et dispose en outre des réserves ou masses de manœuvre, avec lesquelles il renforce les secteurs où il pense devoir entreprendre de grandes opérations.

Les Allemands ont perdu les positions de Messines, celles de Vimy, celles des plateaux du nord de l'Aisne, celles du front de Champagne proprement dit. Je ne parle que des derniers échecs. L'effet moral est mauvais. Les commandants d'armées ont localement l'ordre de reprendre ces positions perdues, je ne l'invente pas, je ne le suppose pas simplement parce que c'est logique : on le constate tous les jours lorsqu'on trouve sur des prisonniers les ordres écrits dans ce sens. Le commandement. Il y est même dit que quand les troupes allemandes auront reconquis toutes ces importantes positions, elles seront en excellente situation pour enlever toute nouvelle offensive de notre part. Aussi, le communiqué allemand a-t-il considérablement exagéré l'importance du rétablissement dans un bout de tranchée vers la ferme Moisy, rétablissement qui, d'ailleurs, n'a pas été de longue durée.

J'insiste sur ce point que toutes les attaques, j'entends les attaques sérieuses qui mettent en ligne de gros effectifs, s'adressent, sans exception, aux parties du front où l'ennemi a subi depuis ces derniers mois les plus graves reculs. Elles ont, à mon sens, le double but de rétablir le moral par la victoire, et de remporter cette victoire sur les terrains qu'il importe le plus de récupérer. Et ce double but est suffisant.

Je ne prétends pas, bien entendu, que si l'ennemi arrivait à nous refouler il ne chercherait pas ensuite à gagner davantage et à nous rejeter à notre tour, les Anglais et nous, au delà de nos lignes primitives. Mais ce serait là le second acte, entrepris après la réussite du premier, qui me paraît seul envisagé pour l'instant. Et l'espoir d'y parvenir est limité, comme temps, aux quelques mois qui nous séparent encore de l'entrée en action de l'armée américaine, après laquelle l'ennemi se doute bien qu'il lui faudra renoncer et ne pas chercher l'impossible.

Peut-être aussi l'armée russe agira-t-elle plus tôt ; c'est possible. Mais comme nous n'en savons rien, c'est une éventualité sur laquelle nous ne devons pas tabler.

Général BERTHAUT.

Un empereur - roi dans l'embarras

L'histoire désignera peut-être la première semaine de juin 1917 comme l'une des plus fustigées qu'aient connues l'Autriche. Ainsi parlait la Gazette de Francfort du 14 de ce mois, à propos des discussions du Reichsrath de Vienne où les partis allemands étaient mis en échec par les Polonais, les Tchèques et les Yougo-Slaves. Ce n'est pas la constitution du ministère autrichien qui atténuerait les regrets et apaiserait les inquiétudes révélées par ce commentaire mélancolique. L'arrivée aux affaires du docteur Seidler et des fonctionnaires dont il s'est entouré, à défaut d'hommes politiques introuvables, souligne l'importance de la crise que subit l'empire des Habsbourg.

En Hongrie, c'est un cabinet de minorité parlementaire qui a recueilli l'héritage du comte Tisza et qui, à peine installé, se heurte à l'opposition intransférable du chef de la majorité des Chambres. En Autriche, c'est une réunion d'hommes sans autorité qui prend le pouvoir au milieu des difficultés inextricables qui ont coûté la vie au ministre Clam Martiniz, après moins de six mois de durée. Double et grave symptôme d'impotence devant les divisions extrêmes des nationalités rivales et ennemies qui ne se juxtaposent qu'en vertu d'un paradoxe instable sous le régime de l'oppression germano-magvare.

François-Joseph avait réussi depuis la guerre à conjurer la conclusion fatale du gâchis à travers lequel il luvoyait depuis plus de soixante ans, en se dispensant de réunir la Chambre autrichienne. La dernière séance tenue par elle était du mois de mars 1914, lorsque l'empereur Charles I^{er} prit le parti de la convoquer. A peine assemblée, ses dissensions se sont manifestées avec un tel caractère d'intransigence que les ministres choisis en son absence par le souverain n'ont eu d'autre ressource que de s'en aller. C'est sans doute ce que leurs successeurs devraient faire si les règles parlementaires étaient observées et si le Reichsrath (dont les pouvoirs, d'ailleurs, sont expirés), continuait à exercer ses prérogatives.

Mais que le ministère nouveau reste ou qu'il cède la place, ce n'est pas ce qui résoudra les questions avec lesquelles le gouvernement de l'Autriche est aux prises. Ce n'est pas ce qui reconciliera les Allemands et les Slaves, fera des Tchèques les serviteurs fidèles de la dynastie, calmera l'irritation soulevée par la guerre, réglera la situation économique et financière, rendra tolérable pour l'opinion le système d'espionnage, de police et de monstruosité judiciaires qui soulève l'indignation de la Bohême, comprimera la Galicie et ouvrira les voies à un nouveau partage de la Pologne de compte à demi entre les héritiers de Marie-Thérèse et de Frédéric de Prusse, permettra de résister à la poussée des revendications politiques et sociales attisées par l'action pénétrante de la révolution russe.

L'Allemagne le sent, autant que son allié, et c'est ce qui lui fait craindre des dangers qu'elle redoute peut-être plus pour elle-même que pour le trône des Habsbourg. C'est ce qui fait dire par sa presse — dont on connaît l'inspiration stylée — que l'empereur Charles I^{er} a commis une impardonnable faute en renonçant à la tactique qui consistait à gouverner dans l'illégalité en se passant du Parlement. C'est ce qui lui fait dénoncer comme une menace pour l'existence de l'Autriche les tentatives d'entente entre les Allemands et les Slaves, dans un empire où la subordination des seconds aux premiers est une tradition qui, pour Berlin, ne saurait en aucun cas être mise en cause. C'est ce qui rend amère au point de rappeler que « par trois fois, dans les moments les plus critiques, c'est le grand allié » qui a « sauvé » son compagnon d'armes, battu par la Russie et en recul devant les troupes italiennes.

La discorde n'est pas qu'en Autriche et en Hongrie, entre les populations dominatrices et les populations sujettes, entre la féodalité seigneuriale et financière qui dispose de l'autorité souveraine et la multitude exclue du droit de vote et traitée comme chair à canon sur les champs de bataille ; elle commence entre l'Allemagne, qui entend faire respecter son hégémonie, et l'« ex-brillant second » qui cherche à conquérir son indépendance. Quel est celui des deux qui l'emportera ?

La minorité allemande en Autriche, la minorité magvare en Hongrie, seront-elles de force à conserver le monopole gouvernemental qui assure leur toute-puissance dans la politique intérieure et étrangère des deux parties de la monarchie ? Tout indique au contraire que le régime dont a vécu péniblement, depuis cinquante ans la maison de Habsbourg, Lorraine en se faisant la vassale du roi de Prusse marche par des voies rapides et sûres à sa complète dissolution.

S. PICHON.

Séance tumultueuse à la Chambre hongroise

Amsterdam, 25 Juin. — La Gazette de Francfort dit qu'une séance tumultueuse a eu lieu vendredi dernier à la Chambre des députés hongroise.

Pendant la discussion du programme du gouvernement, le député roumain Pop a exprimé le désir que « après le dévouement et le courage déployés dans cette guerre par les Roumains en Hongrie, les souffrances de l'oppression politique de cette nationalité cessent ».

Ces mots ont soulevé une véritable tempête. Le député Pop a été insulté et finalement rappelé énergiquement à l'ordre par le président.

La Douma russe et le Conseil d'empire sont dissous

Petrograd, 22 Juin. — (Retardée en transmission.) — Aujourd'hui, le congrès de tous les Soviets a discuté la question de la dissolution de la Douma et du conseil d'empire.

Après des débats prolongés, le congrès a voté le texte d'une résolution portant que la Douma et le conseil d'empire sont dissous.

D'autre part le Novoya Jizn annonce que le gouvernement a décidé de confirmer par un décret spécial la dissolution de la Douma demandée par le congrès des Soviets.

Le prince Lvoff a adressé à M. Rodzianko une lettre l'invitant à faire évacuer le plus tôt possible le palais de Tauride, qui est nécessaire à l'Assemblée constituante. M. Rodzianko a consenti.

UN INCIDENT ANGLO-HOLLANDAIS

Navires de pommes de terre destinés à l'Angleterre pillés à Rotterdam

Londres, 25 Juin. — On mande de La Haye au Daily Mail que la population de Rotterdam a pillé plusieurs navires chargés de pommes de terre hollandaises, destinées à l'exportation en Angleterre.

La question est très grave, la Hollande ayant conclu, l'année passée, un accord avec la Grande-Bretagne et s'étant engagée à ce que les pommes de terre hollandaises exportées soient également réparties entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Le gouvernement hollandais, cédant aux instances de l'Allemagne, avait demandé de pouvoir exporter dans ce pays de nouveaux stocks de pommes de terre avant d'envoyer en Angleterre les 11.000 tonnes qu'il devait lui fournir.

L'Angleterre prévint la Hollande que cela pourrait avoir des conséquences graves et que le peuple hollandais serait mécontent de voir diminuer sa ration de pommes de terre.

Les autorités ayant négligé de prendre des mesures, le peuple a pillé des navires chargés à destination de l'Angleterre. L'Angleterre exige le remplacement des pommes de terre enlevées et l'exécution scrupuleuse de l'accord intervenu.

La question intéresse énormément l'Allemagne puisqu'elle a menacé la Hollande de défendre l'exportation des charbons si la Hollande n'envoyait pas de pommes de terre.

Les arrangements entre l'Angleterre et la Hollande

Londres, 25 Juin. — M. Bridgeman fait connaître à la Chambre des Communes que des arrangements avaient été faits avec la Hollande en vue d'acquiescer une partie de la récolte de pommes de terre.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

25 Juin, 14 heures.

Activité continue et très vive des deux artilleries dans le secteur Ferme de la Rogère-Ferme Froidmont ainsi que vers Hurtebise et à l'est de Chevreux. Dans cette dernière région deux coups de main sur nos tranchées ont valu des pertes à l'ennemi sans aucun résultat.

Deux autres tentatives allemandes sur nos petits postes en Woëvre et dans la région de Saint-Michel ont complètement échoué.

Nuit calme partout ailleurs.

25 Juin, 23 heures.

Activité soutenue des deux artilleries au nord du moulin de Laffaux, dans les secteurs de Cerny, de Croamne et de Chevreux.

La ville de Reims a reçu douze cents obus.

Rien à signaler sur le reste du front.

Onze appareils boches abattus ou désemparés

(Officiel anglais). — 25 Juin, 20 h. 30. Hier, au cours de violents combats aériens, cinq appareils allemands ont été abattus et cinq autres contraints d'atterrir désemparés ; un onzième avion ennemi a été abattu par nos canons spéciaux. Cinq des nôtres ne sont pas rentrés.

AVANT STOCKHOLM



Dessin de RADIGUET.

— Frère russe, puisque tu as du temps devant toi, tu devrais en profiter pour aller faire un tour en Belgique et dans le Nord de la France...

La vente au détail des spiritueux est réglementée

Conformément à une décision prise, la semaine dernière, par le Conseil des ministres, et dont nous avons déjà parlé, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a adressé aux préfets une circulaire les invitant à interdire la vente au détail des spiritueux à consommer sur place dans tous les cafés, estaminets et autres débits de boissons, de quelque nature que ce soit, sauf aux heures correspondant aux deux repas principaux.

L'interdiction demeurera applicable pendant toute la durée de l'ouverture de ces établissements en ce qui concerne les femmes et les mineurs au-dessous de 18 ans.

D'autre part, la vente au détail des spiritueux à emporter est interdite dans tous les débits de boissons, de quelque nature qu'ils soient, en quantité de même espèce inférieure à deux litres ou à deux bouteilles de quatre-vingt-dix centilitres chacune.

Ne sont pas compris dans ces interdictions le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, les vins de liqueur et d'imitation ainsi que les vins aromatisés ne tirant pas plus de 18°, et les liqueurs sucrées préparées avec des fruits frais pourvu qu'elles ne tirent pas plus de 23°.

Au Syndicat des vins et spiritueux

M. Cusenier, président du syndicat des vins et spiritueux en gros, estime que l'heure n'est pas à la discussion des mesures prises par le gouvernement.

Dans les circonstances actuelles, nous dit-il, je ne veux émettre aucune opinion. Cette circulaire aura certainement une répercussion profonde sur les intérêts particuliers des débiteurs, qui seront plus autorisés que moi à parler ; mais je crois qu'il faut se soumettre sans récriminations.

A l'Union des syndicats des débitants de Paris et de la banlieue

De son côté, M. Hubert Grizard, président de l'Union des syndicats des débitants de vins en détail de Paris et de la Seine, nous a dit :

— C'est à traverser les débiteurs pour quelque chose qu'il y a le crains, sera inutile. La sommation à emporter ne nous frappera pas, nous ; seule, la consommation sur place, nous créera un préjudice. D'ailleurs, c'est surtout la population étrangère qui sera atteinte, car c'est elle qui consomme le plus d'alcool.

On a raison d'autoriser la vente des vins de liqueurs et des boissons hygiéniques sous toutes leurs formes et à toutes heures de la journée, car, autrement, ce serait ruiner un commerce qui rend des services au pays, car c'est lui qui paye le chiffre le plus élevé d'impôts.

Permission de sept jours à la classe 1918

Le ministre de la Guerre a décidé d'accorder, par anticipation, une permission de détente de 7 jours augmentée des délais de route aux jeunes soldats de la classe 1918 et aux récupérés instruits avec cette classe, avant leur départ pour les formations de la zone des armées.

Les permissions seront accordées en trois séries successives qui s'échelonnent du 25 juin au 31 juillet. Les permissionnaires de la troisième série devront être rentrés à la fin du mois de juillet.

Le contrôle des effectifs

La commission sénatoriale de l'armée s'est réunie, hier, sous la présidence de M. Clemenceau, pour entendre M. Ribot, président du Conseil, et M. Painlevé, ministre de la Guerre, sur un amendement de MM. Jeanneney et Gervais à la proposition de loi Mourier ayant pour objet de renforcer le contrôle parlementaire de l'utilisation des effectifs.

La commission a pris acte de la promesse du gouvernement d'apporter certaines modifications au décret du 10 mars dernier instituant la commission de contrôle des effectifs de façon à assurer une exécution plus rapide et plus stricte des propositions de cette commission. Dans ces conditions, MM. Jeanneney et Gervais ont déclaré retirer leur amendement.

AU SUD-OUEST DE LENS les Anglais progressent sur un front de 2.500 mètres

(Communiqués britanniques)

Après-midi, 25 Juin.

Nous avons effectué avec succès, la nuit dernière, différentes opérations en un certain nombre de points du front.

Des coups de main exécutés vers Epéhy, Bullecourt, Reux, Loos et Hooge, nous ont permis de faire subir des pertes nombreuses à l'ennemi et de ramener des prisonniers.

Un autre raid, à l'est de Verneuil, nous a valu quinze prisonniers et deux mortiers de tranchées. Nous sommes restés plus de deux heures dans les tranchées allemandes, faisant sauter tous les abris et infligeant de lourdes pertes aux occupants.

Des opérations de détail, exécutées avec succès — sud-ouest de Lens et au nord-ouest de Warneton, ont encore accru le nombre de nos prisonniers et nous ont, toutes deux, fait réaliser une nouvelle avance.

25 Juin, 20 h. 30.

Nous avons poursuivi aujourd'hui, sur les deux rives de la Souchez, nos succès de la nuit dernière au sud-ouest de Lens. De sérieux progrès ont été réalisés dans ce secteur par nos troupes sur un front d'environ deux mille cinq cents mètres.

Une tentative de raid effectuée par l'ennemi au sud-est d'Ypres a complètement échoué sous nos feux de mitrailleuses.

